

## ROYAUME-UNI

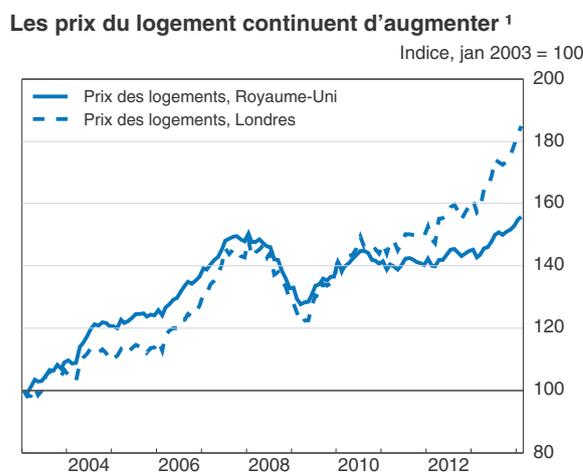
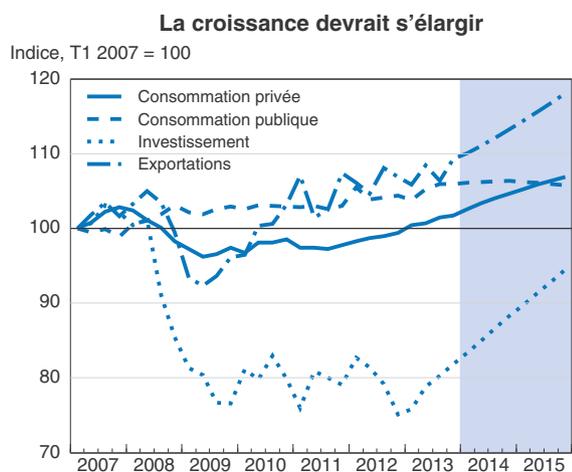
L'économie s'est redressée à un rythme soutenu, grâce notamment à une politique monétaire très accommodante et à une embellie du marché du travail soutenant la consommation des ménages. Les dépenses des ménages devraient continuer d'alimenter l'activité économique, qui devrait bénéficier d'un coup de pouce supplémentaire grâce à la reprise de l'investissement. L'inflation globale est tombée en deçà de l'objectif d'inflation de 2 % et devrait lui être légèrement supérieure à la fin de 2015 à mesure que les ressources inutilisées se résorberont.

Le chômage étant passé sous la barre des 7 %, la Banque d'Angleterre a opté pour une forme plus souple d'orientations prospectives. Les taux d'intérêt directs devraient entamer une progression en 2015 à mesure que de la marge de ressources inemployées dans l'économie diminuera et que les tensions inflationnistes augmenteront progressivement. De nouvelles mesures de réglementation prudentielle devraient être envisagées pour garantir une reprise équilibrée du marché immobilier. Un effort d'assainissement budgétaire représentant environ 1 % du PIB devrait être mis en œuvre en 2015 comme prévu, pour consolider la viabilité des finances publiques.

**La reprise s'installe**

La croissance économique a repris, soutenue principalement par les dépenses des ménages, et les indicateurs permettent de tabler sur une consommation vigoureuse à court terme. La consommation est tirée par une orientation monétaire très expansionniste et l'amélioration du marché du travail. En dépit de conditions monétaires et financières accommodantes et d'une demande extérieure qui se raffermi progressivement, la contribution de l'investissement productif et des exportations nettes à la croissance demeure modeste. Le déficit de la balance courante s'est creusé, avec un revenu extérieur net et des exportations qui ont déçu. L'utilisation croissante des capacités des entreprises et l'évolution à la hausse de leurs intentions d'investissement

## Royaume-Uni



1. L'indice nominal des prix du logement est basé sur le nombre d'hypothèques finalisées ajustés des types de logements vendus. Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95 ; et Office statistique du Royaume-Uni.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933053562>

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2011	2012	2013	2014	2015
Emploi	0.5	1.2	1.3	1.8	1.2
Taux de chômage <sup>1</sup>	8.1	7.9	7.6	6.9	6.5
Rémunération par salarié <sup>2</sup>	2.0	1.7	1.8	2.2	3.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.2	2.2	1.5	0.1	1.3
Revenu disponible des ménages	2.6	4.6	1.9	3.7	4.1
Déflateur du PIB	2.3	1.1	1.8	1.6	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé <sup>3</sup>	4.5	2.8	2.6	2.0	2.1
IPCH sous-jacent <sup>4</sup>	3.0	2.2	2.0	2.0	2.1
Déflateur de la consommation privée	3.9	1.8	2.2	2.0	1.8

1. En pourcentage de la population active.

2. Pour l'ensemble de l'économie.

3. Connu sous le nom de IPC au Royaume-Uni.

4. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

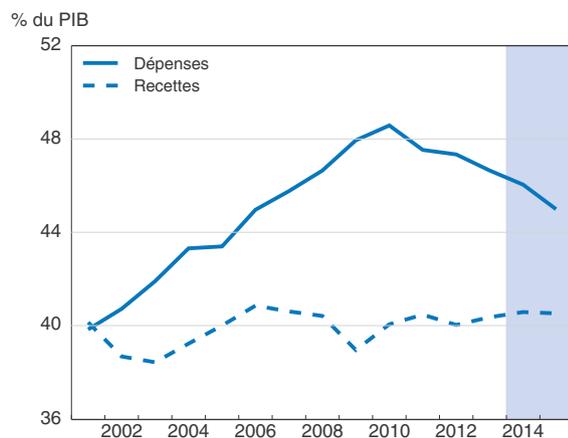
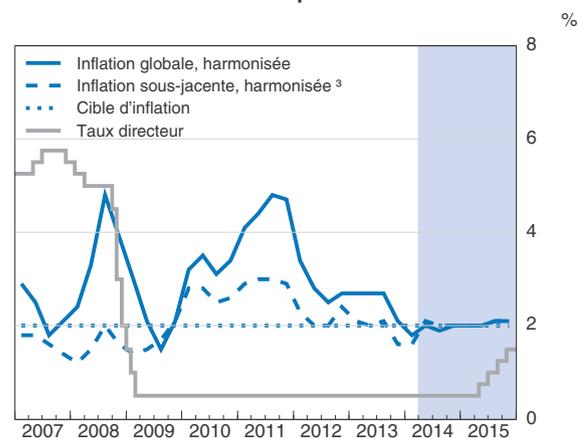
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055120>

donnent à penser que l'investissement productif devrait continuer à s'accélérer.

**Le marché du travail s'est montré solide**

Le taux de chômage a baissé rapidement en faveur du dynamisme des créations d'emplois, incluant la progression du travail indépendant, et l'on perçoit certains signes d'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences. La hausse modeste des salaires nominaux et le souhait de certains salariés d'augmenter leur durée de travail sont autant de signes d'une sous-utilisation persistante des ressources du marché du travail. Des politiques actives du marché du travail, d'éducation et de formation

**Royaume-Uni****Le déficit structurel devrait encore baisser<sup>1</sup>****L'inflation<sup>2</sup> devrait rester proche de la cible**

1. Les dépenses et recettes sous-jacents des administrations publiques.

2. L'inflation se réfère au pourcentage de variation en glissement annuel.

3. Hors produits alimentaires, énergie, alcools et tabacs.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95 ; et Banque d'Angleterre.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933053581>

## Royaume-Uni : Indicateurs financiers

	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'épargne nette des ménages <sup>1</sup>	6.7	7.3	5.1	3.9	3.3
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	-7.9	-6.3	-5.9	-5.3	-4.1
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup>	97.1	101.6	99.3	101.7	103.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>2</sup>	84.3	89.1	90.6	91.5	93.1
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	-1.5	-3.8	-4.4	-3.7	-3.1
Taux d'intérêt à court terme <sup>4</sup>	0.9	0.8	0.5	0.6	1.2
Taux d'intérêt à long terme <sup>5</sup>	3.1	1.9	2.5	3.1	3.8

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. En pourcentage du PIB, valeur au marché.

4. Taux interbancaire à 3 mois.

5. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055139>

tout au long de la vie qui soient plus en accord avec l'évolution de la demande de main-d'œuvre, permettraient de réduire ces décalages entre offre et demande et de soutenir la croissance à moyen terme.

### Des difficultés demeurent dans l'assainissement des finances publiques

Le budget 2014 est globalement neutre et combine réductions d'impôts et maîtrise des dépenses. Le déficit structurel demeure important et les mesures d'assainissement prévues, d'environ 1 % du PIB

## Royaume-Uni : Demande et production

	2012	2013	2014	2015	Quatrième trimestre		
					2013	2014	2015
	Prix courants milliards de £	Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2010)					
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 558.4	1.7	3.2	2.7	2.7	3.2	2.4
Consommation privée	1 024.9	2.2	2.5	2.3	2.3	2.8	2.1
Consommation publique	340.6	0.7	0.9	-0.2	1.6	0.4	-0.6
Formation brute de capital fixe	225.3	-0.6	8.3	7.3	8.8	7.9	6.9
Secteur public <sup>1</sup>	34.3	-8.0	9.8	1.9	5.3	8.5	-1.7
Secteur privé : résidentiel	62.8	4.6	7.1	6.8	11.0	6.3	7.1
Secteur privé : autres	128.2	-1.0	8.6	8.9	8.7	8.6	9.0
Demande intérieure finale	1 590.8	1.5	3.0	2.6	3.0	3.0	2.3
Variation des stocks <sup>2</sup>	1.0	0.3	-0.1	0.0			
Demande intérieure totale	1 591.8	1.8	2.9	2.6	2.4	3.0	2.3
Exportations de biens et services	495.3	1.0	3.8	4.1	2.3	3.6	4.3
Importations de biens et services	528.7	0.5	2.9	3.7	1.0	3.1	3.9
Exportations nettes <sup>2</sup>	- 33.4	0.2	0.3	0.1			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques et nationalisées.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055158>

## Royaume-Uni : Indicateurs extérieurs

	2011	2012	2013	2014	2015
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	790.1	784.9	791.9	863	912
Importations de biens et services	827.5	837.8	833.5	899	944
Balance commerciale	- 37.4	- 52.9	- 41.5	- 36	- 33
Solde des invisibles	1.4	- 41.7	- 70.1	- 68	- 59
Balance des opérations courantes	- 36.0	- 94.5	- 111.6	- 105	- 91
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	4.5	1.7	1.0	3.8	4.1
Importations de biens et services en volume	0.3	3.4	0.5	2.9	3.7
Résultats à l'exportation <sup>1</sup>	- 1.3	- 0.7	- 1.1	0.0	- 1.6
Termes de l'échange	- 1.6	- 0.3	0.9	0.1	0.2

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055177>

en 2015, sont nécessaires pour aider à restaurer la viabilité des finances publiques, et elles se justifient compte tenu de la résorption en cours des capacités excédentaires.

### La normalisation monétaire devrait s'amorcer en 2015

Avec le redémarrage de la croissance et la décreue très rapide du chômage qui est passé sous la barre des 7 %, la Banque d'Angleterre a revu à juste titre ses indications prospectives. Le nouveau cadre lie l'orientation monétaire à divers indicateurs économiques. Les taux directeurs devraient commencer à remonter vers la mi-2015 pour contenir les tensions inflationnistes. Il est primordial que les autorités fassent clairement part de leurs intentions, y compris pour ce qui est des conditions de démantèlement progressif des mesures d'assouplissement du crédit et d'assouplissement quantitatif, pour garantir la sortie en bon ordre d'un régime monétaire très accommodant.

### Un freinage de la relance du marché immobilier devrait être envisagé

Compte tenu d'une réponse en hausse, quoique toujours insuffisante, à la forte demande de logements, les prix de l'immobilier sont soutenus et excèdent largement les moyennes à long terme des loyers et des revenus des ménages. Les autorités prennent à juste titre des mesures macroprudentielles pour freiner la demande de logements financés par des prêts bancaires. Ainsi, depuis novembre 2013, les prêts aux ménages ne donnent plus droit à un financement au titre du programme Funding for Lending. Le gouvernement a annoncé par ailleurs son intention d'élargir les taxes sur les biens résidentiels, qui devraient limiter encore la demande de logements. Les pouvoirs publics pourraient aussi envisager de recourir à des instruments macroprudentiels et à d'autres outils pour assurer une reprise équilibrée sur le marché du logement et pour contenir l'endettement des ménages, notamment un durcissement des conditions du programme d'aide à l'accession à la propriété Help to Buy ainsi que l'introduction de normes de fonds propres

plus exigeantes ou un abaissement des quotités de prêt pour les emprunts hypothécaires.

**La croissance devrait rester forte**

La croissance du PIB devrait rester vigoureuse, tirée par l'investissement productif et la consommation privée. En conséquence, le taux de chômage va encore reculer et l'augmentation des salaires va s'accroître. La productivité du travail devrait aussi se redresser quelque peu, ce qui devrait contribuer à améliorer la compétitivité internationale sur fond d'orientation des salaires à la hausse.

**Les risques sont à peu près équilibrés**

Il existe un risque de détérioration dans le cas où les mesures micro et macroprudentielles ne parviendraient pas à maîtriser l'évolution du marché du logement, ce qui pourrait induire une surchauffe du marché immobilier. La décision récente de relever le montant forfaitaire autorisé pour les retraits d'actifs des plans de retraite pourrait donner une nouvelle impulsion à la consommation des ménages, à la demande de biens immobiliers et à la hausse des prix des logements. Les difficultés persistantes d'accès au financement bancaire rencontrées par les petites entreprises pourraient gêner la reprise de l'investissement. Plus généralement, la croissance pourrait ne pas s'étendre suffisamment aux exportations, à l'investissement et à la productivité du travail alors que le retour à la normale des taux d'intérêt pourrait avoir un impact plus fort que prévu sur les bilans du fait du haut niveau de l'endettement. Cela étant, la croissance pourrait se révéler plus équilibrée si les grandes entreprises utilisent leurs excédents de trésorerie considérables pour accroître davantage que prévu l'investissement productif. Les salaires pourraient s'inscrire en hausse conformément à l'accroissement de la productivité, ce qui améliorerait les revenus des ménages et leur niveau de vie.



Extrait de :

## OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en)

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-9-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-9-fr)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.